

Ville de Mulhouse  
Service animation commerciale et  
évènementielle

**MARCHÉ PUBLIC**  
ACCORD-CADRE DE FOURNITURES ET  
SERVICES



# ILLUMINATIONS DE NOEL 2025

## Règlement de la consultation (RC)

Consultation n°

2025S0058

Date limite de remise des plis

**28 /07/ 2025 à 11h30**

# 1. OBJET DU CONTRAT

## ■ Acheteur :

### Ville de Mulhouse

Pôle Ressources

Représentant : Michèle Lutz Maire de la Ville

Adresse : Ville de Mulhouse

2 rue Pierre et Marie Curie

BP 10020

68948 Mulhouse Cedex 9

Courriel : commande.publique@mulhouse-alsace.fr

Site internet : www.mulhouse.fr











## ■ Description de la prestation :

Le contrat porte sur les prestations suivantes : **ILLUMINATIONS DE NOEL 2025**

*mise en place, travaux de montage, démontage de motifs fournis ou à fournir et entretien des installations avec raccordement électrique*

Code CPV	Libellé CPV
51110000-6	Services d'installation de matériel électrique
71314100-3	Services d'électricité
92000000-1	Services récréatifs, culturels et sportifs

## ■ Caractéristiques principales du contrat :

	Objet du contrat	ILLUMINATIONS DE NOEL 2025
	Acheteur	Ville de Mulhouse
	Type de contrat	Accord-cadre à bons de commande sans minimum et maximum mono-attributaire
	Structure	9 lots
	Lieu d'exécution	Les prestations doivent être livrées aux points de livraison, aux jours et heures indiqués sur chaque bon de commande.
	Durée	12 Mois (12 mois renouvelable 3 fois par décision implicite donc 48 mois au maximum)
	Développement durable	Critère environnemental
	Pénalités de retard	$P = V \times R / 1000$
	Variation des prix	Révisibles Trim (formule) : $P(n)=P(o) \times [ (FSD1(n)/FSD1(o)) ]$
	Nature des prix	Prix unitaires

## ■ Allotissement :

La consultation est décomposée en 9 lots :

Objet
<b>Lot n°1 : Illuminations avec motifs</b> : Fournitures d'installation de matériel électrique en quantités (CPV 51110000-6 : Services d'installation de matériel électrique - 71314100-3 : Services d'électricité - 92000000-1 : Services récréatifs, culturels et sportifs)

## Objet

**Lot n°2 : Eclairage façades et d'édifices** (CPV 31522000-1 : Lampes décoratives pour arbres de Noël)

**Lot n°3 : Décoration de chalets** (CPV 31522000-1 : Lampes décoratives pour arbres de Noël)

**Lot n°4 : Décoration d'arbres** (CPV 31522000-1 : Lampes décoratives pour arbres de Noël)

**Lot n°5 : Décoration des Bouleaux et éclairage en suspension** (CPV 31522000-1 : Lampes décoratives pour arbres de Noël)

**Lot n°6 : Illumination de la Rue du Sauvage** (CPV 51110000-6 : Services d'installation de matériel électrique)

**Lot n°7 : Eclairage des grands sapins** (CPV 31522000-1 : Lampes décoratives pour arbres de Noël)

**Lot n°8 : Eclairage des sujets de décorations** (CPV 51110000-6 : Services d'installation de matériel électrique)

**Lot n°9 : Eclairage des Rues avec Rideaux lumineux** (CPV 51110000-6 : Services d'installation de matériel électrique)

## 2. CARACTÉRISTIQUES DE LA PROCEDURE

### ■ Procédure de passation :

Appel d'offres ouvert (Article R2124-2 1° - Code de la commande publique).

### ■ Modalités de retrait du dossier de consultation :

Le dossier de consultation est disponible de manière électronique sur le profil d'acheteur : <https://alsacemarchespublics.eu>. (ref.2025S0058)

Les soumissionnaires pourront s'authentifier sur le site et notamment indiquer une adresse courriel électronique permettant de façon certaine une correspondance électronique notamment pour l'envoi d'éventuels compléments, précisions ou rectifications.

Le candidat ne pourra porter aucune réclamation s'il ne bénéficie pas de toutes les informations complémentaires diffusées par la plateforme de dématérialisation lors du déroulement de la présente consultation en raison d'une erreur qu'il aurait faite dans la saisie de son adresse électronique, en cas de non-identification de la personne lors du téléchargement, en cas de non indication de ladite adresse électronique ou en cas de suppression de l'adresse. Les opérateurs économiques sont invités à consulter régulièrement leurs courriers indésirables ainsi que la plateforme de dématérialisation afin de s'assurer qu'il bénéficie bien des dernières modifications éventuelles.

Durant toute la procédure, tous les échanges avec l'acheteur se font de manière électronique via le profil d'acheteur. Les candidats sont invités à alerter l'acheteur sur d'éventuelles erreurs matérielles ou contrariétés d'informations contenues dans les documents de la consultation afin de lever toute ambiguïté en adressant un message sur le profil d'acheteur. En cas de problème rencontré sur la plateforme, les candidats sont invités à contacter le support technique mis en place sur le profil d'acheteur.

### ■ Dossier de consultation

L'acheteur se réserve le droit d'envoyer au plus tard 6 jours avant la date limite de remise des offres des modifications de détail sur le dossier de consultation. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier de consultation modifié.

### ■ Réponse et groupement :

Aucune forme particulière de groupement n'est imposée après attribution.

*Conformément aux articles L1220-1 à L1220-3 du Code de la Commande publique et à l'arrêt du Conseil d'État n°436532 du 08/10/2020, si l'étude des offres démontre que plusieurs personnes morales différentes, qui constituent en principe des opérateurs économiques distincts, n'ont pas d'autonomie commerciale, résultant notamment des liens étroits entre leurs actionnaires ou leurs dirigeants, qui peut se manifester par l'absence totale ou partielle de moyens distincts ou la similarité de leurs offres pour un même lot, alors ces personnes morales seront regardées comme un seul et même soumissionnaire et seule sera retenue la dernière réponse déposée (article R2151-6 du Code de la commande publique).*

*Conformément à l'article R2142-4 du Code de la commande publique, une même personne ne peut représenter plus d'un candidat*

*pour un même marché à peine d'irrégularité. Tous les groupements constitués des mêmes opérateurs économiques permutant leur responsabilité seront considérés comme un seul et même soumissionnaire.*

■ **Délai de validité des offres :**

Le délai de validité des offres est de 120 Jour(s) à compter de la date limite de réception des offres.

■ **Contenu du dossier de consultation des entreprises :**

- Règlement de la consultation
- Cahier des Clauses Techniques Particulières
- Cahier des Clauses Administratives Particulières
- Acte d'engagement pour chaque lot

### 3. PRÉSENTATION DES PROPOSITIONS

■ **Variantes :**

Les **variantes à l'initiative des candidats** sont autorisées uniquement pour le **Lot 2**.

■ **Modalités de remise des offres :**

Conformément aux dispositions de l'article R.2132-7 du Code de la commande publique, l'acheteur oblige la transmission des candidatures et des offres des entreprises par voie électronique à l'adresse suivante :

<https://plateforme.alsacemarchespublics.eu> / (réf. 2025S0058)

Les plis transmis par voie électronique sont horodatés et font l'objet après dépôt d'un accusé de bonne réception délivré par le profil acheteur. Dans le cas de candidatures groupées, le mandataire assure la sécurité et l'authenticité des informations transmises au nom des membres du groupement.

Les offres doivent être déposées avant les dates et heures limites indiquées en page de garde, sous la seule responsabilité des candidats. Il leur est fortement conseillé de procéder au dépôt suffisamment à l'avance avant l'heure de clôture en particulier si les plis sont volumineux.

Les candidats doivent satisfaire aux prérequis techniques décrits par le profil d'acheteur. Les conditions d'utilisation de la plateforme telles que les formats de documents acceptés, l'organisation, le nommage et la taille totale des plis acceptés, les fonctions d'horodatage, le contrôle des logiciels malveillants peuvent être consultées sur le profil d'acheteur.

Les propositions doivent être remises en euros et rédigées en langue française. Si les propositions sont rédigées dans une autre langue, elles doivent être accompagnées d'une traduction en français.

Les propositions n'ont pas à être remises signées par les soumissionnaires. Le contrat sera signé par le seul attributaire par voie papier.

**Copie de sauvegarde :**

Le pli peut être doublé d'une copie de sauvegarde transmise dans les délais impartis, sur support physique électronique dans les conditions prévues à l'arrêté du 22 mars 2019 fixant les modalités de mise à disposition des documents de la consultation ou sur support papier.

Cette copie est transmise sous pli et comporte sur l'enveloppe extérieure obligatoirement la mention :  
« Nom de l'entreprise – Affaire n°2025S0058 – Illumination Noël 2025 »

**NE PAS OUVRIR - COPIE DE SAUVEGARDE**

Ville de Mulhouse  
Cellule Commande Publique  
2 rue Pierre et Marie Curie  
BP 10020  
Entrée A – Bureau 310  
68948 Mulhouse Cedex 9 »

Il est porté à l'attention des candidats, que la remise de la copie de sauvegarde doit impérativement s'effectuer dans la durée réglementaire de la consultation initiale. Toute copie de sauvegarde reçue après la date et heure de remise des plis électroniques sera rejetée.

■ **Contenu des plis :**

A l'appui de leur candidature, les candidats doivent fournir les documents suivants :

Document	Descriptif
Chiffres d'affaires	Chiffres d'affaires des trois derniers exercices comptables sauf pour les entreprises créées en moins de trois ans.
Déclaration du candidat (DC2)	Déclaration du candidat individuelle ou du membre du groupement (DC2 disponible sur le site du Ministère de l'Economie)
Lettre de candidature (DC1)	Lettre de candidature Habilitation du mandataire par ses cotraitants (DC1 disponible sur le site du Ministère de l'Economie)
Moyens humains	Déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pour chacune des trois dernières années
Moyens techniques	Déclaration indiquant l'outillage, le matériel et l'équipement technique dont le candidat dispose pour la réalisation de marchés de même nature
Références fournitures et services	Liste des principales fournitures ou des principaux services effectués (3 dernières années) indiquant le montant, la date et le destinataire, prouvées par des attestations du destinataire ou, à défaut, par une déclaration de l'opérateur économique Le volume annuel cumulé présenté en référence sera dans l'idéal au moins équivalent au volume estimatif de la présente consultation.

Le candidat peut remettre un document unique de marché européen (DUME) rédigé en français en lieu et place des documents et renseignements demandés par l'acheteur aux fins de vérification de l'aptitude à répondre aux marchés publics, de l'aptitude à exercer l'activité professionnelle, de la capacité économique et financière ainsi que des capacités techniques et professionnelles.

Les candidats ne sont pas tenus de fournir les documents et renseignements que l'acheteur peut obtenir par le biais d'un système électronique de mise à disposition d'informations, administré par un organisme officiel ou d'un espace de stockage numérique, à condition que le candidat mentionne dans le dossier de candidature toutes les informations nécessaires à la consultation de ce système et que l'accès soit gratuit.

En outre, pour chaque sous-traitant mentionné dans l'offre, le candidat devra joindre :

- les capacités professionnelles et financières du sous-traitant ;
- une déclaration du sous-traitant indiquant qu'il ne tombe pas sous le coup d'une interdiction d'accéder aux marchés publics.

**L'offre** des candidats est impérativement composée des documents suivants :

Document	Descriptif
Acte d'engagement	Acte d'engagement renseignant notamment l'optimisation des délais de réalisation des prestations.
BPU	Bordereau de prix unitaire – établi par le candidat qui fera apparaître ses prix unitaires ainsi que lesdits prix multipliés par les quantités indiquées au cahier des

Document	Descriptif
	charges qui serviront de référence pour la comparaison des offres
Mémoire technique	<p>Mémoire technique présentant notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- les références et documentations techniques et commerciales de tous les matériels proposés</li> <li>- une attestation de conformité aux normes en vigueur</li> <li>- Note méthodologique concernant l'organisation mise en œuvre pour l'exécution des prestations complétée par un projet de planning</li> <li>- Note technique comprenant : <ul style="list-style-type: none"> <li>- Le descriptif détaillé des motifs proposés par secteur, précisant notamment le nombre et le volume de motifs,</li> <li>- Un plan des points de distribution unifilaire et d'implantation des motifs mis en place (fichiers .dwg). rempli et éventuellement complété par le soumissionnaire,</li> <li>- Un document comprenant des illustrations, photos ou toute autre représentation permettant d'apprécier les qualités esthétiques ou d'aménagement des motifs</li> </ul> </li> <li>- Une liste des possibilités de raccordement d'armoires (avec indication des puissances) et les fiches de contrôles et mesures électriques des installations (fichiers .xls) rempli et complété par le soumissionnaire.</li> </ul>

Dans un **souci de traitement rapide du dossier**, et sans que leur absence puisse justifier le rejet de l'offre, les soumissionnaires sont informés que le pouvoir Adjudicateur souhaite la production des éléments ci-après :

Document	Descriptif
Certificat de régularité fiscale	Attestation délivrée par la DGFIP certifiant de la régularité de la situation de l'attributaire au regard de ses obligations fiscales ( <b>attestation de - de 6 mois</b> )
Certificat de régularité sociale	Attestation délivrée par l'URSSAF ou par d'autres organismes sociaux selon l'entreprise ( <b>attestation de - de 6 mois</b> )
Extrait KBIS	Extrait K, Extrait KBIS ou Extrait D1 ou tout document équivalent délivré par l'autorité judiciaire ou administrative compétente du pays d'origine ou d'établissement du candidat attestant de l'absence de cas d'exclusion ( <b>extrait de - de 3 mois</b> ) La Communication du n° SIREN de l'entreprise peut se s'y substituer
Assurance	Attestation d'assurance responsabilité professionnelle en cours de validité
<b>Le cas échéant :</b>	
Liste des travailleurs étrangers	Liste nominative des travailleurs étrangers ( <b>Document de - de 6 mois</b> )
Déclaration de détachement	Accusé de réception de la déclaration de détachement et attestation sur l'honneur d'acquiescement des amendes liées aux salariés détachés ( <b>en cours de validité</b> )
Redressement judiciaire	Copie du ou des jugements prononcés

## 4. JUGEMENTS DES OFFRES ET ATTRIBUTION

### ■ Critères de sélection des candidats :

Les candidatures sont analysées et sélectionnées en fonction des critères suivants :

**Pour tous les lots :**

Critère	Complément
1. Garanties techniques	Garanties techniques
2. Garanties professionnelles et financières	Garanties professionnelles et financières

Critère	Complément
3. Garanties environnementales	Garanties environnementales

■ **Critères de jugement des offres :**

Les offres sont analysées et classées en fonction des critères suivants :

**Pour tous les lots :**

Critère	Complément
1. Valeur technique (60%)	Le critère valeur technique sera apprécié au regard des sous-critères suivants : <ul style="list-style-type: none"> <li>- Caractéristiques esthétiques et fonctionnelles (sous-critère 1 : 50 points)</li> <li>- Qualité des matériels proposés par le soumissionnaire (sous-critère 2 : 10 points)</li> </ul>
2. Prix (30 %)	Le critère prix sera apprécié au regard du montant total du BPU fourni par le soumissionnaire (30 points)
3. Impact environnemental (10%)	Le critère environnemental sera apprécié au regard des matériaux d'éco-responsabilité et labélisés (10 points)

**Les offres sont rejetées sans être classées dans les cas suivants :**

Offre hors délai	Lorsque le pli est reçu par l'acheteur après la date et l'heure limite fixées dans la consultation.
Offre anormalement basse	Le prix est manifestement sous-évalué, de nature à compromettre la bonne exécution du contrat, et le fournisseur n'apporte pas de justification du prix après demande de l'acheteur, notamment au regard du mode de fabrication, de la solution technique, de l'originalité, de la réglementation applicable ou d'une aide d'Etat.
Offre inappropriée	L'offre est sans rapport avec les besoins ou exigences exprimés par l'acheteur.
Offre irrégulière	L'offre ne respecte pas les exigences formulées pour la consultation, est incomplète ou méconnaît la législation applicable en matière sociale ou environnementale, malgré une éventuelle demande de régularisation par l'acheteur.
Offre inacceptable	Le prix excède les crédits budgétaires alloués par l'acheteur au contrat.

## 5. RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES

Pour obtenir tous renseignements complémentaires qui leur seraient nécessaires au cours de leur étude, les candidats font parvenir au plus tard 10 jours avant la date limite de remise des offres leurs questions par voie électronique sur le profil acheteur <https://alsacemarchespublics.eu>. La réponse est adressée au plus tard 6 jours avant la date limite de remise des offres à tous les candidats ayant téléchargé le dossier de consultation sous réserve d'avoir indiqué un courriel valide.

■ **Voies et délais de recours**

Les recours ouverts aux candidats sont les suivants :

- Référé précontractuel avant la signature du contrat (articles L.551-1 à 12 du Code de Justice Administrative) ;
- Référé contractuel après la signature du contrat, dans les 31 jours qui suivent la publication de l'avis d'attribution du contrat, ou, à défaut d'un tel avis, dans les six mois qui suivent la date de conclusion de celui-ci (dans les conditions décrites aux articles L.551-13 à 23 du même code) ;
- soit d'un recours en contestation de la validité du contrat, conformément à la décision du Conseil d'Etat du 4 avril 2014 n°358994 "Tarn et Garonne", dans un délai de 2 mois à compter de la publication de l'avis d'attribution ou à défaut de toute autre mesure de publicité concernant la conclusion du contrat.

Les recours doivent être adressés à :  
Tribunal Administratif de Strasbourg

31 avenue de la Paix  
Strasbourg  
67000 Strasbourg  
Téléphone : 03 88 21 23 23  
Courriel : greffe.ta-strasbourg@juradm.fr  
Site internet : strasbourg.tribunal-administratif.fr

**Utilisation des données à caractère personnel fournies dans le cadre de la présente consultation :**

L'acheteur s'engage à garantir la confidentialité des informations communiquées par les opérateurs économiques notamment en matière industrielle et commerciale. Conformément au règlement (UE) 2016/679 relatif à la protection des données à caractère personnel du 27 avril 2016, les opérateurs économiques sont avisés que les données personnelles susceptibles d'être contenues dans les informations collectées dans le cadre de la présente consultation sont exploitées uniquement à des fins de vérification de conformité, d'analyse des candidatures et des offres présentées, de suivi et de traçabilité de la procédure.

**Communication aux tiers :** Les données personnelles susceptibles d'être contenues dans les documents fournis dans le cadre de la présente consultation ne seront jamais communiquées à des tiers non-habilités et hors des objectifs précédemment rappelés.

**Droits d'accès, de rectification, de suppression :** Conformément au règlement (UE) 2016/679, les personnes dont les données à caractère personnel sont collectées disposent d'un droit d'accès, de rectification et d'effacement des informations qui les concernent. Elles peuvent également, pour des motifs légitimes, s'opposer au traitement de ces données. L'exercice de ces droits ne peut être effectué en premier lieu qu'auprès du service acheteur visé au présent règlement de consultation, le cas échéant l'acheteur mandataire du groupement, puis, si nécessaire, auprès du délégué de la protection des données désigné comme tel par l'acheteur : ou enfin, directement auprès de la CNIL ([www.cnil.fr](http://www.cnil.fr)).

**Durée de conservation des données personnelles :** Les données personnelles sont conservées au même titre et conditions d'archivage que celles prévues aux articles R2184-12 et R2184-13 du Code de la commande publique.



**Documents et liens utiles (versions en vigueur à la date du lancement de la consultation) :**

[Code de la commande publique](#) et ses [annexes](#) (Legifrance)  
[Formulaires candidats \(DAJ\)](#)  
[Médiateur des entreprises](#)  
[CCAG Fournitures courantes et services du 30 mars 2021](#)